

ASSEMBLÉE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE

Commission de l'économie,
des finances, du budget et
de la fonction publique

Papeete, le

10 JUIN 2021

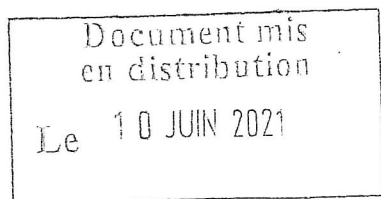
N° 73-2021

RAPPORT

relatif à un projet de délibération approuvant le compte administratif de la Polynésie française et constatant la concordance des résultats avec le compte de gestion pour l'année 2020 (budget général),

présenté au nom de la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique,

par Madame et Monsieur les représentants Moihara TUPANA et Luc FAATAU



Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs les représentants,

Par lettre n° 3616/PR du 26 mai 2021, le Président de la Polynésie française a transmis aux fins d'examen par l'assemblée de la Polynésie française, un projet de délibération approuvant le compte administratif de la Polynésie française et constatant la concordance des résultats avec le compte de gestion pour l'année 2020 (budget général).

Conformément à l'article 185-8 de la loi organique statutaire : « *L'arrêté des comptes de la collectivité est constitué par le vote de l'assemblée de la Polynésie française sur le compte administratif présenté par le président de la Polynésie française après transmission, au plus tard le 1^{er} juin de l'année suivant l'exercice, du compte de gestion établi par le comptable de la Polynésie française. Le vote de l'assemblée de la Polynésie française arrêtant les comptes doit intervenir au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'exercice.* »

Le compte administratif est arrêté si une majorité des voix ne s'est pas dégagée contre son adoption. ».

L'article 32 de la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée, portant réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française, prévoit que « *après transmission, au plus tard le 1^{er} juin de l'année suivante, du compte de gestion établi par le comptable, l'arrêté des comptes de la Polynésie française est constitué par le vote de l'assemblée de la Polynésie française sur le compte administratif établi par le Président de la Polynésie française.* »

L'assemblée de la Polynésie française arrête les comptes de chaque année. Elle approuve les différences entre les résultats et les prévisions initiales de l'année, complétées, le cas échéant, par les délibérations modificatives. Elle s'assure de la concordance des résultats entre le compte administratif et le compte de gestion après pointage des écritures effectuées au niveau de l'article à 3 chiffres par le service ordonnateur et la paierie de la Polynésie française. Le vote de l'assemblée de la Polynésie française doit intervenir avant le 30 juin de l'année suivante. »

Les résultats d'exécution du budget de la Polynésie française, tels que décrits dans le compte administratif et qui ressortent de la comptabilité de l'ordonnateur, concordent avec ceux du compte de gestion du payeur de la Polynésie française, au titre du budget général.

Il est à noter que les représentants à l'assemblée ont été destinataires du rapport du Président de la Polynésie française, constitué de deux tomes, prévu à l'article 155 de la loi organique statutaire¹.

Le tome I correspond à la présentation de la situation économique et financière du Pays et au rapport annuel de performance. Le RAP détaille, pour chacune des 18 missions et programmes liés selon lesquelles le budget du Pays est découpé, l'action menée en 2020 par le gouvernement en faveur des politiques sectorielles, utilisant les moyens budgétaires votés par l'assemblée. Ce rapport, présenté selon une structure identique à celle du rapport DOB 2020, exprime les performances réellement obtenues, comparées aux objectifs prédéfinis.

Le tome II reprend l'organisation administrative de la Polynésie française :

- présentation des schémas sectoriels ;
- bilan social ;
- état des moyens (parc immobilier, parc automobile, moyens informatiques) ;
- actions de modernisation engagées ;
- les entités de la Polynésie française (services administratifs, établissements publics et sociétés dans lesquels la Polynésie détient des participations, etc.) ;
- les objectifs de développement durable en Polynésie française.

La balance générale du compte administratif peut se présenter de manière simplifiée comme suit :

Section	Mouvements budgétaires		Mouvements réels		Écritures d'ordres	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Fonctionnement	168 378 779 027	173 880 702 857	131 889 539 696	125 714 248 464	36 489 239 331	48 166 454 393
Investissement	85 264 219 247	68 313 574 833	54 139 488 824	48 866 059 472	31 124 730 423	19 447 515 361
TOTAL GÉNÉRAL	253 642 998 274	242 194 277 690	186 029 028 520	174 580 307 936	67 613 969 754	67 613 969 754
Résultat de fonctionnement		5 501 923 830	Résultat d'investissement (<i>hors compte 106.8</i>)		- 16 950 644 414	

Une description précise de l'exécution du budget général de l'exercice 2020 figure dans la présentation détaillée qui accompagne le compte administratif.

Il importe de relever que l'année 2020 est marquée par la pandémie mondiale de Covid-19. Les mesures prises à l'international pour freiner sa propagation ont dégradé l'activité économique mondiale, dont celle de la Polynésie française. L'économie subit une crise imprévisible dont l'ampleur est totalement inédite et dont personne ne peut aujourd'hui estimer la durée. Cette crise est plus forte et plus soudaine que celle de 2008. Afin d'endiguer les effets de cette crise et maintenir les conditions de la reprise, le Pays et l'État ont poursuivi leurs dispositifs de soutien à l'économie.

Le détail des recettes et dépenses par mission du budget général 2020 ainsi que l'évolution des recettes et dépenses réelles des exercices 2011 à 2020 sont annexés au présent rapport (cf. annexes 1 et 2).

I.- EN SECTION DE FONCTIONNEMENT

1.1 Les recettes de fonctionnement

Les recettes réelles de fonctionnement (hors écritures d'ordre) de l'exercice 2020 s'établissent à 125,7 milliards F CFP contre 131,1 milliards F CFP en 2019.

Eu égard à la crise sanitaire de la covid-19, elles sont en diminution de 5,4 milliards F CFP alors qu'elles étaient en hausse constante depuis 2014 (exception faite de l'exercice 2018 qui a accusé une légère diminution de 945 millions F CFP en raison notamment de recettes exceptionnelles réalisées en 2017).

Cette réduction de 4 % des recettes est le résultat de la forte contraction des recettes fiscales (-9,3 milliards F CFP soit -9 %), et l'augmentation des recettes non fiscales (+3,9 milliards F CFP soit +17 %).

¹ « Le Président de la Polynésie française adresse chaque année à l'assemblée de la Polynésie française :

1° Pour approbation, le projet d'arrêté des comptes de l'exercice budgétaire écoulé, avant l'ouverture de la session budgétaire ;

2° Un rapport sur l'activité du gouvernement durant l'année civile écoulée, sur la situation économique et financière de la Polynésie française et sur l'état de ses différents services. »

Outre une recette ponctuelle liée à une décision de justice d'un montant de 2,3 milliards F CFP (amende douanière) titrée en 2019 (et qui n'est donc pas reconduite en 2020), les principales diminutions sont dues à la baisse de l'activité économique :

- TVA : -4,3 milliards F CFP ;
- droits à l'importation : -1,4 milliard F CFP ;
- droits de timbres et d'enregistrement : -597 millions F CFP.

Toutefois, ces variations sont atténuées par la hausse de certaines recettes non fiscales :

- décisions de justice : 3,4 milliards F CFP ;
- participation du Fonds européen de développement (FED) : 597 millions F CFP.

Comparées à l'exercice 2011, année à partir de laquelle les effets de la précédente crise économique se sont traduits par une chute des recettes budgétaires du Pays, les recettes de 2020 sont supérieures de 17,6 milliards F CFP.

1.2 Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses réelles de fonctionnement (hors écritures d'ordre) s'élèvent à 131,9 milliards F CFP, en augmentation de 23 milliards F CFP (+21 %) par rapport à 2019.

Cette hausse s'explique notamment par la crise de la covid-19 :

- 2,8 milliards F CFP en dépenses imprévues pour répondre aux urgences ;
- 6,9 milliards F CFP pour solder par anticipation les sommes dues à la caisse de prévoyance sociale au titre de du FADES. Le FADES — clôturé par la délibération n° 2020-74/APF du 03 décembre 2020 — avait pour finalité l'apurement, au terme de l'exercice 2029, du déficit cumulé de la branche maladie du RGS d'un montant de 14,769 milliards F CFP au 31 décembre 2010 ;
- 12,6 milliards F CFP de crédits en faveur des aides à l'emploi via le FELP ;
- et 400 millions F CFP complémentaires pour le RSPF au titre de la hausse des allocations familiales qui passent de 10 000 F CFP à 15 000 F CFP.

Il est à noter qu'une partie des crédits initialement dédiés aux mesures d'assainissement des comptes (dotations aux provisions, dégrèvements et annulations de titre, admissions en non valeur) a été redéployée en faveur des charges de personnel, fonctionnement courant et dépenses de transfert.

Le contexte sanitaire explique en grande partie l'augmentation des dépenses en matière de dépense de personnel, avec notamment le recours à des agents non titulaires pour pallier les besoins en personnel notamment dans le secteur de la santé. A cela s'ajoute également le paiement d'accessoires de salaires, tels que les heures supplémentaires, les gardes et astreintes.

L'année 2020 a également été marquée par la reprise de la gestion des payes des agents de l'autorité administrative indépendante (AAI) dénommée autorité polynésienne de la concurrence (APC). Annuellement le coût de cette AAI avoisine 170 millions F CFP.

II.- EN SECTION D'INVESTISSEMENT

1.1 Les recettes d'investissement

Les recettes d'investissement s'élèvent 48,9 milliards F CFP pour l'année 2020 dont 40,3 milliards F CFP d'emprunts :

- les reliquats d'emprunts contractés avant 2020 non mobilisés ont été titrés pour 8,4 milliards F CFP ;
- l'emprunt exceptionnel garanti par l'État à hauteur de 28,6 milliards F CFP est intégralement comptabilisé ;
- les premières tranches des emprunts signés en 2020 sont mobilisées pour 3,3 milliards F CFP.

Les recettes issues des partenariats financiers totalisent un montant global de 7,8 milliards F CFP dont notamment :

- 6 milliards F CFP pour le dispositif du troisième instrument financier (3IF) ;
- 460 millions F CFP relatifs au fonds exceptionnel d'investissement (FEI) ;
- 385 millions F CFP au titre du contrat de projets n° 2 (CdP 2) ;
- 267 millions F CFP pour l'éducation ;
- 232 millions F CFP relatifs à la convention oncologie ;
- 176 millions F CFP de l'agence nationale pour la rénovation urbaine ;
- 143 millions F CFP pour la convention culture.

Les remboursements de trop-perçu s'élèvent à 253 millions F CFP.

Le titre de recette relatif au remboursement de l'avance accordée à la société Huilerie de Tahiti a été émis pour 455 millions F CFP.

Les deux échéances d'emprunt dues par l'office polynésien de l'habitat (OPH), au titre de la mise en jeu de la garantie de la Polynésie française en 2014, totalisent 37 millions F CFP.

Les échéances de remboursement des prêts accordés aux sociétés Assainissement des eaux de Tahiti et Port de pêche de Papeete représentent respectivement 20 et 5 millions F CFP.

1.2 Les dépenses d'investissement

Les dépenses réelles d'investissement, hors remboursement en capital de la dette, atteignent 45,4 milliards F CFP. Elles augmentent de 52 % (+15,6 milliards F CFP) par rapport à l'année précédente et s'expliquent notamment par :

- le prêt accordé à la caisse de prévoyance sociale à hauteur de 9,6 milliards F CFP ;
- l'avance en compte courant à ATN pour 2,1 milliards F CFP pour pallier la suspension de son activité à compter de la date du 28 mars compte tenu de la fermeture des frontières de la Polynésie française, ainsi que des pays que ATN dessert ;
- l'avance en compte courant accordée à la société Tahiti Nui Helicopters de 200 millions F CFP afin de maintenir les évadés sur Tahiti et Moorea.

Hormis ces dépenses exceptionnelles, les dépenses 2020 ont progressé de 3,6 milliards F CFP pour atteindre 33,4 milliards F CFP. 33 % de ces dépenses concernent des subventions d'équipement versées (14,5 milliards F CFP), à destination notamment des :

- établissements publics (10,7 milliards F CFP) dont 7 milliards F CFP pour l'OPH, 1,4 milliard F CFP pour l'office des postes et des télécommunications (dont 250 pour ONATI et 35 millions CFP pour FARE RATA), et 1 milliard F CFP pour le CHPF ;
- communes pour 1,4 milliard F CFP ;
- divers dispositifs d'aides : 1,2 milliard F CFP dont 451 millions F CFP pour les aides à l'investissement des ménages, 430 millions F CFP pour les aides au secteur agricole, 198 millions F CFP pour les aides à la pêche, 39 millions F CFP pour les aides au développement des logements chez l'habitant, 18 millions F CFP pour les aides en matériel de radiocommunication, 14 millions F CFP pour les aides filière bois et 4 millions F CFP pour les aides aux particuliers pour l'installation d'unités de production d'énergie photovoltaïque ;
- sociétés d'économie mixte : 1,1 milliard F CFP dont 834 millions F CFP à la SOFIDEP et 224 millions F CFP à la TEP.

Enfin, parmi les opérations qui ont généré des dépenses supérieures à 300 millions F CFP, se distinguent :

- en matière sanitaire avec la construction du SWAC du CHPF (1,3 milliard F CFP) et la construction du pôle de santé mentale (494 millions F CFP) ;
- en matière foncière avec l'acquisition de diverses parcelles ou ensemble foncier sises notamment à Mahina (443 millions F CFP), Punaauia (429 millions F CFP), Taputapuatea (394 millions F CFP), à Pirae (314 millions F CFP - destiné au laboratoire d'anatomo-cytopathologie) ou pour la reconstruction du pont de la rivière Nahoata à Pirae (337 millions F CFP).

III.- LES OPÉRATIONS D'ORDRE

Les opérations d'ordre sont des opérations comptables qui concernent à la fois une opération de dépense et une opération de recette. Elles sont sans incidence sur la trésorerie mais leur impact sur le résultat de l'exercice peut être important (ex : les exonérations fiscales et les crédits de défiscalisation).

En 2020, elles totalisent 67,6 milliards F CFP, et se décomposent comme suit :

En section d'investissement (31,1 milliards F CFP) :

- la quote-part du PGE destinée à des dépenses de fonctionnement : 19 milliards F CFP ;
- le transfert de propriété des aérodromes de Bora Bora, Raiatea et Rangiroa : 8 milliards F CFP ;
- les écritures de neutralisation de la dotation aux amortissements : 2 milliards F CFP ;
- les crédits vendeurs relatifs à l'acquisition de l'ensemble immobilier dépendant du domaine Martin à Raiatea : 1,1 milliard F CFP ;
- les crédits vendeurs relatifs à l'acquisition de la parcelle à Mahina appartenant à la société Télédiffusion de France (TDF) : 432 millions F CFP ;
- la cession à titre gratuit au profit de la Polynésie française de l'ensemble immobilier accueillant l'ancien collègue de Bora Bora à Vaitape : 293 millions F CFP ;
- la dotation aux amortissements des subventions transférables : 259 millions F CFP ;
- diverses cessions au profit du pays : 55 millions F CFP.

En section de fonctionnement (36,5 milliards F CFP) :

- les exonérations douanières pour 20 milliards F CFP ;
- la dotation aux amortissements pour un montant de 9,4 milliards F CFP ;
- les crédits d'impôts de défiscalisation locale : 4,2 milliards F CFP au titre de l'impôt sur les sociétés et 507 millions F CFP au titre de l'impôt sur les transactions pour un montant total de 4,7 milliards F CFP ;
- les exonérations de la recette des hypothèques à hauteur de 1,9 milliard F CFP ;
- les travaux en régie pour un montant global de 253 millions F CFP ;
- la dotation aux amortissements des charges financières à répartir : 92 millions F CFP ;
- les écritures relatives à des échanges sans soule et des cessions : 43 millions F CFP.

IV.- ANALYSE DE L'EXÉCUTION

Un rappel des résultats et de la situation financière des exercices 2011 à 2020 figurent en annexe au présent rapport (cf. annexe 3).

1.1 Résultats

1.1.1 Résultat de fonctionnement

Exceptionnellement pour 2020, il convient de retraiter les données de la quote-part du PGE (19 milliards F CFP) qui permet de financer des dépenses de fonctionnement. Ainsi, le résultat de clôture retraité de la section de fonctionnement de l'exercice 2020 s'établit à 5,5 milliards F CFP contre 15,6 milliards F CFP en 2019 soit -65 %.

1.1.2 Résultat d'investissement

La section d'investissement finit l'exercice 2020 avec un résultat négatif (besoin de financement non couvert) de 17 milliards F CFP contre 19 milliards F CFP en 2019. Compte tenu de l'affectation d'un excédent de fonctionnement capitalisé de 15,2 milliards F CFP, et après reprise du solde de -8,8 milliards F CFP au 1^{er} janvier 2020, le solde de clôture de la section d'investissement pour 2020 s'établit à -10,6 milliards F CFP.

1.1.3 Résultat cumulé global

Le résultat de fonctionnement de 5,5 milliards F CFP et le résultat d'investissement de -17 milliards F CFP donnent ainsi un résultat global de l'exercice 2020 de -11,4 milliards F CFP. Compte tenu du report des résultats antérieurs de 28,2 milliards F CFP, le résultat cumulé global à fin 2020 s'établit à 17 milliards F CFP (dont 212,2 millions d'écritures non budgétaires).

Le besoin de financement du report des crédits d'investissement s'élève à 3,9 milliards F CFP, en diminution pour la troisième année consécutive (11,6 milliards F CFP en 2017, 10,2 milliards F CFP en 2018 et 6,4 milliards F CFP en 2019).

En conséquence, le résultat net global chute de 40 % pour s'établir à 13,1 milliards F CFP (contre 21,8 milliards F CFP en 2019).

1.2 Situation financière

1.2.1 L'épargne

Hors intégration de la quote-part de l'emprunt garanti par l'État (PGE) de 19 milliards F CFP imputable en section de fonctionnement, l'épargne brute s'établit à -6,2 milliards F CFP et le résultat de fonctionnement s'effondre à -13,5 milliards F CFP.

Le financement du remboursement en capital de la dette qui s'élève à 8,8 milliards F CFP n'est pas assuré, et l'épargne nette se dégrade (-15 milliards F CFP).

Cependant, par dérogation à la règle d'or qui permet d'intégrer en recette de fonctionnement 19 milliards F CFP du PGE, l'épargne brute s'établit à 12,9 milliards F CFP. Elle finance le remboursement en capital de la dette, et dégage une épargne nette de 4,1 milliards F CFP.

1.2.2 La dette

1.2.2.1 *La dette relative au budget général*

Pour la troisième année consécutive, l'annuité de la dette demeure quasi stable (11,6 milliards F CFP). Compte tenu du contexte particulier de l'année 2020, l'encours de la dette totale de la Polynésie française progresse pour s'établir à 111,4 milliards F CFP, ce qui représente une hausse de 31,5 milliards F CFP (+40 %). Le ratio de l'encours de la dette rapporté à l'autofinancement brut se détériore en raison de la progression de l'endettement de la collectivité.

1.2.2.2 *La dette garantie*

L'encours de la dette garantie par la Polynésie française s'établit à 10,7 milliards F CFP au 31 décembre 2020. La caution de la Polynésie française concerne principalement le secteur des transports aériens qui représente 68 % du total garanti. En effet, le Pays a accordé sa garantie aux emprunts contractés par la société Air Tahiti Nui pour le financement de l'acquisition de deux avions Dreamliner.

Le ratio de la somme de l'annuité de la dette publique et de l'annuité garantie rapportée aux recettes réelles de fonctionnement s'établit aux alentours de 9 %.

	Total au 31/12/2020	Transports	Sanitaire	Social	Education
AIR TAHITI NUI	7 279 236 277	7 279 236 277			
Centre hospitalier de la PF	1 123 881 623		1 123 881 623		
Prêts d'études aux Étudiants	765 361 533				765 361 533
Office polynésien de l'habitat	1 539 556 655			1 539 556 655	
TOTAL	10 708 036 088	7 279 236 277	1 123 881 623	1 539 556 655	765 361 533
	100,00%	67,98%	10,50%	14,38%	7,15%

La provision constituée pour un montant de 2,4 milliards F CFP est rapportée à l'encours total garanti à fin 2020 de 10,7 milliards F CFP, soit un taux de couverture du risque de 23 %, supérieur au seuil réglementaire de 20 %.

1.1 Agence de notation

La notation de la Polynésie française reflète sa situation politique, économique, budgétaire et financière. Après avoir relevé les notations d'émetteur de la Polynésie française en décembre 2018 à A3/Prime-1 (confirmé en décembre 2019), l'agence de notation Moody's a affirmé le 20 mai dernier, la notation long terme A3, et a abaissé la notation court terme à Prime-2, en conformité avec la grille de notation correspondante à la notation A3. La perspective passe de positive à stable.

L'agence précise que le profil de crédit de la Polynésie française (A3, perspective stable) reflète des performances financières qui resteront solides malgré les impacts de la crise sanitaire.

Compte tenu de tous ces éléments, un relèvement de la notation est envisageable si la notation de l'Etat était également relevée et si l'amélioration de ses pratiques de gouvernance et de gestion devait se poursuivre et si sa dette devait diminuer davantage.

En revanche, particulièrement en cette période de crise sanitaire, un ralentissement durable de l'économie impliquant une dégradation significative des niveaux d'épargne brute et des ratios de dette et/ou une remise en cause de la volonté de réformes structurelles de la Polynésie française associée à un changement de trajectoire en termes de performance financière, pèseraient sur la notation. Une fragilisation du profil de liquidité de la Polynésie française serait également source de tension sur la notation. Enfin, une révision à la baisse de la notation de la France (Aa2 stable) aurait très probablement une incidence négative sur le profil de crédit de la Polynésie française.

1.2 Indice de Qualité des Comptes Locaux (IQCL)

L'IQCL élaboré par les services de la Direction Générale des Finances Publiques pour l'ensemble des collectivités de métropole et adapté à la Polynésie française, permet de mesurer la progression ou au contraire la dégradation des comptes d'une collectivité au regard du seul respect des mécanismes comptables. Cet indicateur vise à accroître la lisibilité des comptes et leur sincérité.

L'amélioration de la qualité des comptes du Pays amorcée depuis 2013 poursuit sa croissance en 2019 avec un indice de 17,21 sur 20 (contre 16,77 sur 20 en 2018).

2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
10,67	13,68	13,89	15,34	16,60	16,57	16,77	17,21

L'IQCL de l'exercice 2020 devrait être communiqué à la Polynésie française au cours du troisième trimestre 2021.

Examiné en commission le 10 juin 2021, et suite à des échanges figurant au compte-rendu, le projet de délibération approuvant le compte administratif de la Polynésie française et constatant la concordance des résultats avec le compte de gestion pour l'année 2020 (budget général) a recueilli un vote favorable des membres de la commission.

En conséquence, la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique propose à l'assemblée de la Polynésie française d'adopter le projet de délibération ci-joint.

LES RAPPORTEURS

Moihara TUPANA

Luc FAATAU

COMPTE ADMINISTRATIF - BUDGET GÉNÉRAL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE POUR L'EXERCICE 2020 - DÉTAIL DES RECETTES ET DÉPENSES PAR MISSION

FONCTIONNEMENT																		
MISSIONS / PROGRAMMES	BP 2020		Collectif n°1				Collectif n°2				Collectif n°3				BM 2020		CA 2020	
	RECETTES	DÉPENSES	RECETTES		DÉPENSES		RECETTES		DÉPENSES		RECETTES		DÉPENSES		RECETTES	DÉPENSES	RECETTES	DÉPENSES
	En +	En -	En +	En -	En +	En -	En +	En -	En +	En -	En +	En -	En +	En -	directes	directes	directes	directes
TOTAUX	153 599 528 864	153 599 528 864													11 005 408 843	11 005 408 843	21 833 750 139	21 833 750 139
002 : RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTÉ																		
022 : DÉPENSES IMPRÉVUES		400 000 000			18 470 344 986													
023 : VIREMENT À LA SECTION D'INVESTISSEMENT		11 628 003 690				1 578 003 690							5 046 428 924		15 995 000 000		2 875 344 086	
024 : PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS																		
900 : POLVOIRS PUBLICS	147 460 000	4 671 224 575				953 650 000							80 270 200	16 880 000	147 460 000	3 780 984 865	111 357 571	3 337 428 480
901 : MOYENS INTERNES	642 686 325	828 625 297											8 374 632		642 686 325	836 999 929	488 034 555	634 109 102
902 : PERSONNEL	909 981 436	30 534 614 110	178 101 558			3 781 899 442							3 392 020 000	27 300 000	1 103 897 994	30 117 435 668	1 425 049 398	30 000 126 114
903 : PARTENARIAT AVEC LES COLLECTIVITÉS	1 052 943 072	20 190 655 267				5 412 800 000							5 504 834 782		1 052 943 072	20 282 690 059	1 004 981 120	19 872 256 567
904 : TOURISME	901 410 861	2 614 788 460				1 018 600 000							586 858 711		1 498 069 572	1 782 569 610	1 500 442 009	1 626 744 356
905 : DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES	208 651 958	4 311 996 108				370 750 000							834 747 803		228 651 958	4 575 993 811	291 664 144	3 759 414 230
906 : ÉCONOMIE GÉNÉRALE	171 800 000	2 272 575 670				793 380 000							1 602 985 809		171 800 000	3 080 181 479	209 768 521	2 064 288 749
907 : TRAVAIL ET EMPLOI	12 990 752	10 116 767 792			7 200 000 000	694 691 000							19 400 924 691	4 000 000 000	12 990 752	32 023 001 483	30 191 683	31 620 500 250
908 : CULTURE ET PATRIMOINE	1 000 000	1 254 051 885				413 116 000							256 443 750		1 000 000	1 097 389 635	4 217 498	977 540 275
909 : ENSEIGNEMENT	770 270 731	4 352 937 869				87 143 000							12 209 221	1 000 000	782 479 952	4 376 626 129	866 723 736	3 966 812 988
910 : SANTÉ	1 795 250 000	3 566 214 339			400 000 000								424 877 183	1 500 000	2 022 824 770	4 389 691 532	1 845 914 147	6 470 398 071
911 : VIE SOCIALE	499 468 635	6 200 252 186			2 200 000 000	941 350 000							3 567 663		495 900 972	8 366 173 447	607 794 185	7 720 733 905
912 : ENVIRONNEMENT	93 810 321	822 849 896				97 750 000							108 873 532		88 185 321	834 073 428	25 197 987	544 415 166
913 : RÉSEAUX ET ÉQUIPEMENTS STRUCTURANTS	1 341 100 000	5 754 230 880				727 600 000							1 700 000	35 000 000	1 339 400 000	5 768 494 302	361 068 452	4 125 829 346
914 : TRANSPORTS	1 741 132 704	2 880 874 179			200 000 000	215 870 000							35 799 523	85 000 000	1 691 832 227	3 588 762 242	2 238 233 445	2 795 962 793
915 : URBANISME, HABITAT ET FONCIER	372 600 000	1 622 981 120				377 300 000							182 500 000	1 500 000	233 680 250	1 517 482 212	501 210 858	1 489 203 045
950 : GESTION FISCALE	128 183 712 000	26 292 025 880											9 733 840 071	14 725 175 000	123 192 385 071	36 163 589 574	125 333 128 672	32 004 588 276
991 : GESTION FINANCIÈRE	14 752 260 059	13 382 849 661	10 828 341 296										25 029 236 149	300 000 000	50 609 837 504	15 757 511 178	37 035 703 676	15 368 427 314

INVESTISSEMENT																		
MISSIONS / PROGRAMMES	BP 2020		Collectif n°1				Collectif n°2				Collectif n°3				BM 2020		CA 2020	
	RECETTES	DÉPENSES	RECETTES		DÉPENSES		RECETTES		DÉPENSES		RECETTES		DÉPENSES		RECETTES	DÉPENSES	RECETTES	DÉPENSES
	En +	En -	En +	En -	En +	En -	En +	En -	En +	En -	En +	En -	En +	En -	CP reportés	En -	directes	directes
TOTAUX	48 262 981 333	48 262 981 333													155 169 687 440	155 169 687 440	63 482 541 920	63 482 541 920
001 : RÉSULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTÉ																		
020 : DÉPENSES IMPRÉVUES					800 000 000													8 807 745 332
021 : VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	11 628 003 690			1 578 003 690														800 000 000
024 : PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS																		
900 : POLVOIRS PUBLICS		116 168 228				80 000 000												88 195 907
901 : MOYENS INTERNES	28 470 860	2 009 298 159				950 000 000												3 908 089 106
902 : PERSONNEL																		
903 : PARTENARIAT AVEC LES COLLECTIVITÉS		1 523 328 314				755 000 000	2 400 820 580											2 890 001
904 : TOURISME	243 375 000	662 500 000				65 000 000	7 047 156 411											113 932 105
905 : DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES PROPRES	232 828 226	2 868 829 075				865 000 000	1 859 558											1 793 011 868
906 : ÉCONOMIE GÉNÉRALE		300 000 000			352 000 000													965 082 578
907 : TRAVAIL ET EMPLOI		140 000 000				20 000 000												35 274 042
908 : CULTURE ET PATRIMOINE		449 849 497				20 000 000												329 656 353
909 : ENSEIGNEMENT	1 590 192 166	2 404 336 890				40 000 000	1 632 713 044											2 554 197 927
910 : SANTÉ	295 284 386	1 624 638 032			250 000 000													3 129 634 711
911 : VIE SOCIALE		558 301 427				297 000 000	37 370 868											3 473 573 390
912 : ENVIRONNEMENT	2 735 657	223 682 275				225 000 000	75 818 697											147 899 095
913 : RÉSEAUX ET ÉQUIPEMENTS STRUCTURANTS	6 302 507 044	12 264 185 800				1 229 126 600	6 592 072 494											18 743 377 815
914 : TRANSPORTS		429 622 624			1 939 123 000													2 544 418 890
915 : URBANISME, HABITAT ET FONCIER	3 022 564 828	11 377 488 777				373 000 000	15 286 322 916											11 327 971 053
950 : GESTION FISCALE																		
991 : GESTION FINANCIÈRE	24 816 898 476	11 210 632 135																39 654 109 697

COMPTE ADMINISTRATIF - BUDGET GÉNÉRAL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE - ÉVOLUTION DES RECETTES ET DÉPENSES RÉELLES - 2011 / 2020

Section de fonctionnement

Recettes	En XPF	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	BM 2020	CA 2020	Evolution 2019 / 2020
Droits à l'importation		16 734 651 088	18 066 526 999	17 848 942 849	16 965 169 000	18 205 832 250	18 653 883 904	19 521 736 511	20 443 691 930	20 680 575 733	18 858 500 000	19 250 533 845	-6,91%
Taxe sur la valeur ajoutée		36 811 818 076	35 854 124 641	36 277 496 984	38 534 691 706	41 699 340 664	43 136 089 394	45 263 321 152	47 426 124 140	50 416 863 788	44 268 637 433	46 122 880 357	-8,52%
Autres impôts indirects		6 645 454 871	6 295 483 490	5 394 474 264	5 712 948 650	5 380 213 152	5 997 749 868	7 107 448 853	7 045 207 221	10 871 153 103	6 759 071 872	7 225 104 087	-33,54%
Impôts directs		25 014 553 713	24 153 590 779	23 666 768 501	20 217 150 459	20 839 737 255	22 422 490 357	28 133 685 176	30 498 123 137	25 889 803 786	24 953 927 685	25 885 121 315	0,37%
DGA		10 805 727 824	10 808 311 816	10 838 515 396	10 477 007 636	10 089 220 524	9 611 893 596	10 805 727 924	10 805 727 924	10 805 727 924	10 805 727 924	10 805 727 924	0,00%
Autres subventions de l'État		2 815 281 702	2 826 121 663	3 102 504 731	2 879 898 414	3 104 637 741	3 643 763 832	3 537 090 339	3 623 243 538	3 447 720 759	3 503 187 342	2 975 125 630	-13,71%
Autres recettes		7 985 058 813	5 603 446 812	7 317 061 668	5 359 422 631	7 159 300 340	19 311 935 167	13 584 784 612	7 877 445 410	8 162 251 487	14 211 463 086	12 378 015 430	51,63%
Annulations de dépenses		1 178 822 828	437 386 554	728 674 610	1 092 500 503	813 573 572	972 563 937	654 530 587	842 737 905	794 617 714	707 800 000	973 739 868	22,54%
Recettes fiscales		85 208 477 740	84 369 727 909	83 187 882 598	82 449 960 815	86 125 123 321	90 190 223 623	101 026 201 692	105 414 146 428	107 858 576 420	94 041 137 000	98 583 639 604	-8,60%
Recettes non fiscales		22 884 901 367	25 741 853 957	21 986 756 405	19 908 920 184	21 266 732 177	33 540 156 492	28 582 133 462	23 249 154 777	23 210 317 884	29 228 178 352	27 130 608 860	16,89%
TOTAL GÉNÉRAL		108 081 379 116	110 111 681 866	105 174 439 003	102 358 880 989	107 391 855 498	123 730 360 015	129 608 335 164	128 663 301 206	131 068 894 304	123 869 316 362	125 714 248 464	-4,00%

Dépenses	En XPF	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	BM 2020	CA 2020	Evolution 2019 / 2020
Charges de personnel		31 181 182 888	30 068 894 228	31 423 905 602	30 436 420 224	28 541 632 416	28 503 449 830	30 181 723 967	30 339 027 187	29 374 483 353	30 713 629 527	30 535 338 837	3,85%
Fonctionnement courant		9 026 057 632	9 203 739 811	9 378 676 694	9 238 273 201	9 519 601 792	10 576 503 279	11 643 133 510	10 231 597 198	12 958 209 161	20 773 189 634	15 730 418 828	21,38%
Dépenses de transfert		32 924 980 063	35 020 556 563	31 718 530 362	30 241 960 016	27 341 028 591	26 538 241 341	30 877 529 636	31 029 012 762	34 586 343 051	58 713 203 390	56 418 182 527	63,12%
Charges financières		3 677 444 847	3 880 728 876	4 029 145 300	3 684 379 179	3 827 274 331	3 568 405 058	3 355 504 739	3 078 027 000	2 802 480 581	3 200 500 000	2 700 776 302	-3,63%
Détachés aux prélèvements		1 677 532 126	1 540 683 854	2 232 072 138	735 117 175	858 600 134	5 627 458 135	453 826 063	4 018 579 255	3 746 893 191	3 338 880 446	3 246 256 820	-13,36%
Admission en non valeur		2 781 945 886	1 866 683 020	304 236 969	718 972 214	1 068 542 247	1 861 544 290	2 378 004 174	1 296 264 582	1 554 948 165	1 245 761 766	633 482 183	-59,26%
Autres dépenses de fonctionnement		348 886 500	285 381 781	284 480 757	1 123 001 314	296 561 967	242 514 868	244 668 843	232 291 644	268 134 123	277 570 000	243 088 443	-9,34%
Sous Total (*)		81 818 009 943	82 077 768 133	79 351 047 822	78 388 123 323	72 554 242 478	77 918 117 001	79 134 390 932	80 225 799 828	85 291 601 635	118 282 744 763	109 507 555 240	20,39%
FIP		12 585 346 954	12 087 774 281	12 224 655 484	14 117 272 170	14 654 913 400	14 156 788 807	15 686 873 665	17 283 057 650	18 551 404 999	18 251 118 450	18 251 118 450	-1,62%
Dégrèvements, remboursements et annulations		4 538 132 006	5 656 183 172	4 386 677 526	4 536 193 890	4 067 160 145	8 500 261 429	6 285 559 715	5 500 643 373	5 027 477 801	5 781 240 000	4 130 886 005	-17,83%
TOTAL GÉNÉRAL		98 741 488 903	99 831 725 586	95 962 380 832	95 041 689 383	91 278 318 023	100 575 177 317	101 108 824 312	103 069 500 851	108 870 484 435	142 305 163 213	131 688 538 686	21,14%

(*) hors prélèvement (FIP) et atténuations de recettes (dégrèvements, remboursement de trop-perçus et annulations).

Section d'investissement

Recettes	En XPF	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	BM 2020	CA 2020	Evolution 2019 / 2020
Recettes diverses d'investissement		860 266 169	413 785 246	671 620 201	30 873 911	58 079 111	4 435 857	91 502 694	74 785 185	248 467 082	342 580 385	253 067 374	1,90%
Remb. avances et créances sur tiers		540 035 666	0	337 132 242	1 325 254 954	3 507 766 180	963 717 125	182 655 493	65 380 340	153 673 341	690 043 113	525 838 802	242,20%
Emprunts et dettes à long ou moyen terme		12 231 219 033	3 937 947 484	6 443 914 082	16 855 131 264	7 168 257 756	7 104 940 335	5 947 615 752	6 382 684 964	5 292 362 768	53 699 189 816	40 330 190 931	662,05%
Subventions de l'État		811 654 472	170 960 207	166 772 257	43 134 138	161 575 907	215 087 157	314 524 484	607 630 067	1 381 653 100	1 857 396 908	1 119 001 115	-19,01%
FREPF / DGDE / 3IF		220 513 677	2 515 807 872	3 055 919 737	4 631 024 620	6 293 855 252	5 926 896 047	3 559 271 820	5 149 478 412	5 040 131 748	11 545 977 540	5 954 345 858	18,14%
Subventions de l'État (éducation)		80 477 508	539 594 166	175 182 280	266 910 144	461 084 031	218 120 413	165 954 872	340 417 100	200 652 539	553 306 325	266 912 978	33,02%
Subventions de l'État (Contrat de projets)		588 228 036	406 416 706	383 236 199	206 702 288	163 699 891	476 728 895	376 883 880	458 538 684	653 542 189	1 255 215 752	416 601 413	-36,25%
TOTAL GÉNÉRAL		16 342 384 661	7 884 511 791	11 243 776 998	23 159 031 320	17 814 318 228	14 908 726 828	10 636 218 995	13 088 825 752	12 970 482 787	69 748 788 636	48 866 059 472	276,75%

Dépenses	En XPF	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	BM 2020	CA 2020	Evolution 2019 / 2020
Dépenses diverses d'investissement		1 797 231 076	1 113 519 661	887 898 480	979 272 194	1 328 130 742	828 588 735	949 687 668	1 254 415 906	1 443 369 175		1 612 716 477	11,73%
Subventions d'équipement versées		3 689 842 066	3 281 301 359	2 823 606 565	5 284 175 623	6 946 758 689	8 104 480 855	8 977 089 159	10 887 628 789	12 512 523 759		14 527 201 550	16,10%
Immobilisations corporelles		3 414 387 513	2 035 836 130	2 329 537 296	2 486 412 053	7 165 984 025	6 008 177 070	7 087 009 778	7 186 100 095	7 932 352 557		9 325 880 569	17,57%
Immobilisations en cours		7 266 310 170	6 068 500 586	6 724 730 487	10 575 364 178	6 095 219 013	6 629 712 705	5 503 504 431	5 744 838 063	7 229 101 802		7 988 912 603	10,51%
Participations et avances		75 950 000	1 000 000 000	1 656 000 000	2 274 195 697	130 000 000	157 823 167	1 002 613 365	0	670 000 000		11 899 232 492	1678,00%
Dépenses réelles hors remb. de la Dette		16 243 800 825	13 489 167 735	14 421 773 828	21 599 419 745	21 687 092 479	21 828 892 532	23 519 907 401	25 063 084 853	29 787 347 293	70 502 693 872	45 353 943 681	52,26%
Remb. emprunts et dettes à L&M terme		9 846 826 163	8 135 779 163	8 448 724 687	8 639 080 206	9 103 787 148	9 557 277 630	8 410 170 200	8 575 804 738	8 851 215 714	8 000 000 000	8 785 545 133	-0,74%
TOTAL GÉNÉRAL		26 090 626 988	21 624 936 898	22 870 498 515	30 438 509 951	30 790 889 627	31 386 170 162	32 930 077 601	33 638 889 591	38 638 563 007	79 502 693 872	54 139 488 824	40,12%

COMPTE ADMINISTRATIF - BUDGET GÉNÉRAL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE - ANALYSE DE L'EXÉCUTION BUDGÉTAIRE - 2011 / 2020

Résultats

En milliers XPF	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020
Résultat global de l'exercice (inv + fonct)	-1 398 342	-3 370 569	-2 414 663	37 813	3 138 968	6 678 759	6 206 652	5 103 837	-3 469 670	-11 446 721
(+) Résultat antérieur reporté	12 806 438	11 558 560	8 555 296	7 669 773	8 064 171	11 269 017	18 015 619	26 560 606	31 664 442	28 194 772
Résultat cumulé global à la clôture	11 558 560	8 555 296	7 669 773	8 064 171	11 269 017	18 015 619	26 560 606	31 664 442	28 194 772	16 958 329
dont écritures non budgétaires	50 464	367 304	1 529 141	356 595	65 878	67 842	2 338 335	0	0	212 278
Report de l'investissement										
(-) Dépenses	25 167 771	27 217 471	36 220 932	41 167 224	53 238 992	57 844 352	63 352 522	63 812 992	50 592 740	52 168 135
(+) Recettes	14 384 095	22 559 327	32 893 092	34 670 050	47 835 372	46 626 789	51 776 750	53 577 604	44 231 718	48 307 815
(=) Résultat net global	774 883	3 896 152	4 341 934	1 566 998	5 865 398	6 798 056	14 984 842	21 429 055	21 833 750	13 098 009

Épargnes

En milliers XPF	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	2020 retraié (PGE n° 1)
Épargne brute	9 349 890	10 279 856	9 212 068	7 317 292	16 115 639	23 155 203	28 501 511	25 653 800	22 198 410	-6 175 291	12 865 217
(-) Dotations aux amortissements	6 025 000	42 561	2 189 278	2 028 677	3 388 368	4 323 166	5 029 809	5 670 535	6 791 101	7 582 340	7 582 340
Charges financières E/O		369 828	288 328	731 504		1 560 712	2 866 422	2 085 205	2 082 538	1 955 854	1 955 854
(+) Subv. inv. reçues transférées au compte de résultat						15 060	85 583	106 419	166 801	259 377	259 377
(-) Produits de cessions d'immobilisations						522				40 330	40 330
(*) Résultat de fonctionnement	3 324 890	9 867 367	7 022 781	5 288 615	12 727 171	18 846 574	23 557 285	20 089 680	15 673 462	-13 538 586	-5 501 924
rapporté aux recettes réelles de fonctionnement	3,08%	8,96%	6,68%	5,17%	11,85%	15,23%	18,18%	15,61%	11,88%	-10,77%	3,80%
(-) Amortissement du capital des emprunts	9 846 826	8 135 779	8 448 725	8 839 090	9 103 797	9 557 278	9 410 170	8 575 805	8 851 216	8 785 545	8 785 545
Épargne nette (épargne brute - capital des emprunts)	-496 936	2 144 077	763 333	-1 521 799	7 011 742	13 597 925	19 091 341	17 077 996	13 347 194	-14 960 836	4 079 672

Dettes

En XPF	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020
Intérêts de la dette	3 847 623 716	4 126 744 313	4 145 677 293	3 981 195 508	3 996 363 951	3 617 034 807	3 354 831 207	3 112 847 990	2 842 031 057	2 830 209 234
Budget général	3 675 047 882	3 889 703 258	4 028 270 537	3 883 715 441	3 827 274 331	3 568 405 058	3 354 831 207	3 112 847 990	2 842 031 057	2 830 209 234
CAVC	172 575 854	137 041 055	117 406 756	87 480 067	69 089 620	48 629 749				
Remboursement en capital	10 796 106 979	8 828 316 441	9 299 247 505	9 460 682 746	9 478 315 247	9 940 737 897	9 410 170 200	8 575 804 738	8 851 215 714	8 785 545 133
Budget général	9 846 826 169	8 135 779 103	8 448 724 687	8 839 090 206	9 103 787 148	8 557 277 630	9 410 170 200	8 575 804 738	8 851 215 714	8 785 545 133
CAVC	949 280 810	692 537 338	850 522 818	621 592 540	374 518 099	383 460 267				
Annulé	14 643 730 695	12 955 060 754	13 444 924 798	13 441 878 254	13 474 679 198	13 557 772 704	12 765 001 407	11 688 652 728	11 693 246 771	11 615 754 367
Mobilisation d'emprunts en N	12 227 804 296	5 509 172 554	6 742 243 438	17 386 634 844	7 168 257 756	7 104 940 335	5 847 615 752	6 382 684 864	5 292 362 768	40 330 190 931
Encours de la dette de la Polynésie française (au 31/12)	92 196 731 237	88 877 587 350	86 320 583 283	84 246 635 665	91 936 478 183	89 100 680 610	85 638 126 159	83 455 006 388	79 896 153 466	111 440 799 264

**ASSEMBLÉE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE**

NOR : DBF2120843DL-4

DÉLIBÉRATION N° 2021-56/APF

DU 17 JUIN 2021

approuvant le compte administratif de la Polynésie française et constatant la concordance des résultats avec le compte de gestion pour l'année 2020 (budget général)

L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2019-199 APF du 10 décembre 2019 modifiée, approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2020 ;

Vu l'arrêté n° 939 CM du 26 mai 2021 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 1095/2021/APF/SG du 20 mai 2021 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 73-2021 du 10 juin 2021 de la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique ;

Dans sa séance du 17 juin 2021 ;

A D O P T E :

Article 1^{er}.- Les recettes budgétaires de la Polynésie française réalisées pendant la gestion 2020 au titre du budget général et figurant dans le compte administratif de l'ordonnateur du budget de la Polynésie française s'élèvent à la somme de *deux cent cinquante-sept milliards trois cent soixante-trois millions quarante-quatre mille sept cent soixante-dix-sept francs pacifique (257 363 044 777 F CFP)*, se décomposant comme suit :

Section de fonctionnement	173 880 702 857	F CFP
Section d'investissement (hors compte 106 8).....	68 313 574 833	F CFP
Compte 106 8 "excédent de fonctionnement capitalisé" .	15 168 767 087	F CFP
TOTAL	257 363 044 777	F CFP

Article 2.- Les dépenses budgétaires de la Polynésie française réalisées pendant la gestion 2020 au titre du budget général et figurant dans le compte administratif de l'ordonnateur du budget de la Polynésie française s'élèvent à la somme de *deux cent cinquante-trois milliards six cent quarante-deux millions neuf cent quatre-vingt-dix-huit mille deux cent soixante-quatorze francs pacifique (253 642 998 274 F CFP)*, se décomposant comme suit :

Section de fonctionnement	168 378 779 027	F CFP
Section d'investissement	85 264 219 247	F CFP
TOTAL	253 642 998 274	F CFP

Article 3.- Les différences entre ces résultats et les prévisions budgétaires sont approuvées.

Article 4.- Est constatée pour l'exercice 2020, au titre du budget général, la concordance parfaite des résultats entre le compte administratif et le compte de gestion de la Polynésie française.

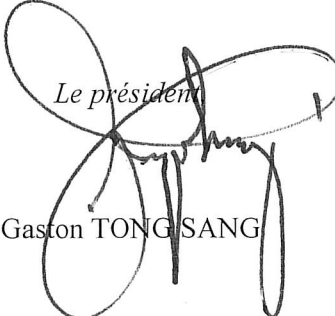
Article 5.- Est constatée la reprise dans les comptes du pays du résultat de la Caisse de soutien des prix du coprah, et de l'écart de conversion des emprunts :

	Fonctionnement compte 110 "report à nouveau (solde créditeur)" et compte 12 "résultat de l'exercice"	Investissement Solde créditeur des comptes de bilan (hors compte 110 et 12)
Ecart de conversion des emprunts	-	1
Caisse de soutien des prix du coprah	667 277 828	- 455 000 000

Article 6.- Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,

Béatrice LUCAS

Le président

Gaston TONG SANG